

# PROFIL :

FONDATION MO IBRAHIM  
— IIAG 2022

## Seychelles

2012-2021 RÉSULTATS  
DE GOUVERNANCE



[mo.ibrahim.foundation](https://moibrahimfoundation.org)

FB→ /MoIbrahimFoundation

TW→ @Mo\_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation

# Table des matières

Cadre de l'IIAG 2022	p. 3
Interprétation des résultats	p. 6
Gouvernance globale : scores, classements et tendances	p. 7
Catégories : scores et tendances	p. 9
Sous-catégories : scores et tendances	p. 10
Indicateurs : scores et tendances	p. 12
Voix des citoyens : scores et tendances	p. 13
Données générales	p. 14
Données complémentaires	p. 15
Fiches des scores IIAG 2022	p. 16
Sources	p. 17
Acronymes	p. 18

# Cadre de l'IIAG 2022

Publié depuis 2007, l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG) évalue les performances de 54 pays africains en matière de gouvernance au cours des dix dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme la fourniture de biens publics dans les domaines politique, social, économique et environnemental que chaque citoyen est en droit d'attendre de l'État, et que tout État est tenu d'offrir à ses citoyens.

L'IIAG 2022 couvre les dix années comprises entre 2012 et 2021. Les données proviennent de 47 sources, auprès desquelles sont recueillies 265 variables, regroupées en 81 indicateurs. Tous les indicateurs de l'IIAG, sauf quatre, sont constitués d'au moins deux variables, afin que l'évaluation de la gouvernance s'appuie sur plusieurs mesures indirectes.

Ils sont organisés en 16 sous-catégories et quatre catégories (*Sécurité et État de droit ; Participation, Droits et Inclusion ; Fondement des opportunités économiques ; et Développement humain*), qui composent le score de *Gouvernance globale*.

En incluant toutes les données recueillies auprès des différentes sources et les scores composites calculés expressément pour l'IIAG, on dénombre au total 413 mesures différentes de gouvernance pour chaque pays ou groupe, quelle que soit l'année de la période de dix ans concernée. Ces mesures sont constituées d'indicateurs évaluant des aspects spécifiques tels que le *Respect de l'État de droit par le pouvoir exécutif*, qui fait partie de la sous-catégorie *État de droit et justice*, relevant elle-même de la catégorie globale *Sécurité et État de droit*. L'ensemble de données de l'IIAG 2022 comprend au total plus de 220 000 points de données.

Les citoyens étant les bénéficiaires finaux de la gouvernance et du leadership publics, la mesure des performances en matière de gouvernance ne saurait s'appuyer uniquement sur des évaluations officielles réalisées par des experts. C'est pourquoi l'IIAG est accompagné d'un ensemble de données complémentaires regroupées dans la section Voix des citoyens, visant à évaluer la perception par les citoyens africains des performances en matière de gouvernance, à partir de 36 variables relatives à la perception publique issues d'Afrobarometer.



## GOVERNANCE GLOBALE



### SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

#### Sécurité et sûreté

- Absence de conflit armé
- Absence de violences à l'encontre de la population civile
- Absence de migration forcée
- Absence de traite des personnes et de travail forcé
- Absence de criminalité

#### État de droit et justice

- Respect de l'État de droit par le pouvoir exécutif
- Impartialité du système judiciaire
- Procédures judiciaires
- Égalité devant la loi
- Application de la loi
- Droits de propriété

#### Redevabilité et transparence

- Contrepouvoirs institutionnels
- Absence de pression induite sur le gouvernement
- Contrepouvoirs civiques
- Transparence des archives publiques
- Accès aux archives publiques

#### Lutte contre la corruption

- Dispositifs anti-corruption
- Absence de corruption au sein des institutions d'État
- Absence de corruption au sein du secteur public
- Procédures de passation des marchés publics
- Absence de corruption au sein du secteur privé



### PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

#### Participation

- Libertés d'association et de réunion
- Pluralisme politique
- Espace accordé à la société civile
- Élections démocratiques

#### Droits

- Libertés individuelles
- Libertés d'expression et de croyance
- Liberté des médias
- Droits numériques
- Protection contre la discrimination

#### Inclusion et égalité

- Égalité en matière de pouvoir politique
- Égalité en matière de représentation politique
- Égalité en matière de libertés individuelles
- Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques
- Égalité en matière d'accès aux services publics

#### Parité

- Pouvoir et représentation politiques des femmes
- Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes
- Opportunités socioéconomiques pour les femmes
- Égalité d'accès des femmes aux services publics
- Législation contre les violences à l'encontre des femmes

## Voix des citoyens



## PERCEPTION DES CITOYENS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE GLOBALE

### Perception des citoyens en matière de Sécurité et d'État de droit

- Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté
- Perception des citoyens en matière d'État de droit
- Perception des citoyens en matière de redevabilité
- Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption

### Perception des citoyens en matière de Participation, Droits et Inclusion

- Perception des citoyens en matière des élections et de la liberté
- Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité
- Perception par les citoyens du leadership féminin



## FONDEMENT DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

### Administration publique

- État civil
- Capacité du système statistique
- Mobilisation des ressources fiscales
- Gestion budgétaire et financière
- Efficacité de l'administration

### Environnement des affaires et du travail

- Intégration régionale
- Diversification économique
- Régulation des affaires et de la concurrence
- Accès à des services bancaires
- Relations du travail
- Fiabilité des opportunités d'emploi

### Infrastructures

- Réseaux de transport
- Accès à l'énergie
- Communications mobiles
- Accès numérique
- Réseau de transport et postal

### Économie rurale

- Accès au foncier et à l'eau en milieu rural
- Accès au marché en milieu rural
- Soutien de l'économie rurale
- Représentation et participation en milieu rural



## DÉVELOPPEMENT HUMAIN

### Santé

- Accès aux soins de santé
- Accès à l'eau et à l'assainissement
- Contrôle des maladies contagieuses
- Contrôle des maladies non contagieuses
- Santé infantile et maternelle
- Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI)

### Éducation

- Égalité en matière d'éducation
- Scolarisation
- Achèvement des études
- Ressources humaines dans l'enseignement
- Qualité du système éducatif

### Protection sociale et services sociaux

- Filets de protection sociale
- Politiques de lutte contre la pauvreté
- Correction des inégalités socioéconomiques
- Logement décent
- Sécurité alimentaire

### Environnement durable

- Protection de l'environnement
- Respect de la politique environnementale
- Qualité de l'air
- Utilisation durable des terres et des forêts
- Protection de la biodiversité terrestre et aquatique

### Perception par les citoyens du Fondement des opportunités économiques

- Perception par les citoyens de l'administration publique
- Satisfaction des citoyens en matière d'opportunités économiques
- Satisfaction des citoyens en matière d'infrastructures

### Perception par les citoyens du Développement humain

- Satisfaction des citoyens à l'égard de la prestation des soins de santé
- Satisfaction des citoyens en matière de services éducatifs
- Perception de la population concernant la protection sociale et l'aide sociale

# Interprétation des résultats

---

## Scores et classements

Les scores de l'IIAG quantifient la performance d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance, exprimée sur 100,0 (100,0 représentant toujours le meilleur score), et ce pour chaque année. Arrondis à une décimale près, les scores correspondent aux performances de chaque pays en regard des 54 autres pays africains.

Calculés à partir des scores respectifs, les classements sont exprimés sur 54. Lorsqu'au moins deux pays ont le même score, ils partagent la même place dans le tableau de classement (*ex aequo*).

---

## Tendances sur 10 ans

Les tendances sur dix ans de l'IIAG offrent un niveau d'analyse complémentaire de celui des scores et des classements. Elles mesurent l'évolution du score absolu entre la première et la dernière année de la série temporelle. Les tendances sur dix ans de l'IIAG 2022 comparent les performances d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance en 2012 et en 2021, permettant ainsi d'évaluer leur évolution.

---

## Classification par tendance

La classification par tendance constitue un troisième niveau d'analyse, qui vient compléter les scores, les classements et les tendances sur dix ans. La classification par tendance de l'IIAG sert à évaluer la tendance au cours de la deuxième moitié de la décennie (2017-2021 pour l'IIAG 2022) en regard de la tendance sur l'ensemble de la décennie (2012-2021). La comparaison entre la tendance sur la deuxième partie de la période et la tendance sur la période entière permet de déceler les signes précurseurs d'un changement d'orientation et de rythme des trajectoires suivies par les pays.

---

Classification par tendance	Caractéristique
Progression accélérée	Le score obtenu en 2021 est meilleur qu'en 2012, avec une accélération des progrès à partir de 2017
Progression ralentie	Le score obtenu en 2021 est meilleur que celui de 2012, mais les progrès ralentissent depuis 2017
Signal d'alerte	Le score obtenu en 2021 est meilleur que celui de 2012 ou n'a pas évolué, mais il régresse depuis 2017
Redressement	Le score obtenu en 2021 est plus faible que celui de 2012 ou n'a pas évolué, mais il s'améliore depuis 2017
Détérioration ralentie	Le score obtenu en 2021 est plus faible qu'en 2012, mais la régression ralentit depuis 2017
Détérioration accélérée	Le score obtenu en 2021 est plus faible qu'en 2012 et la régression s'accélère depuis 2017

---

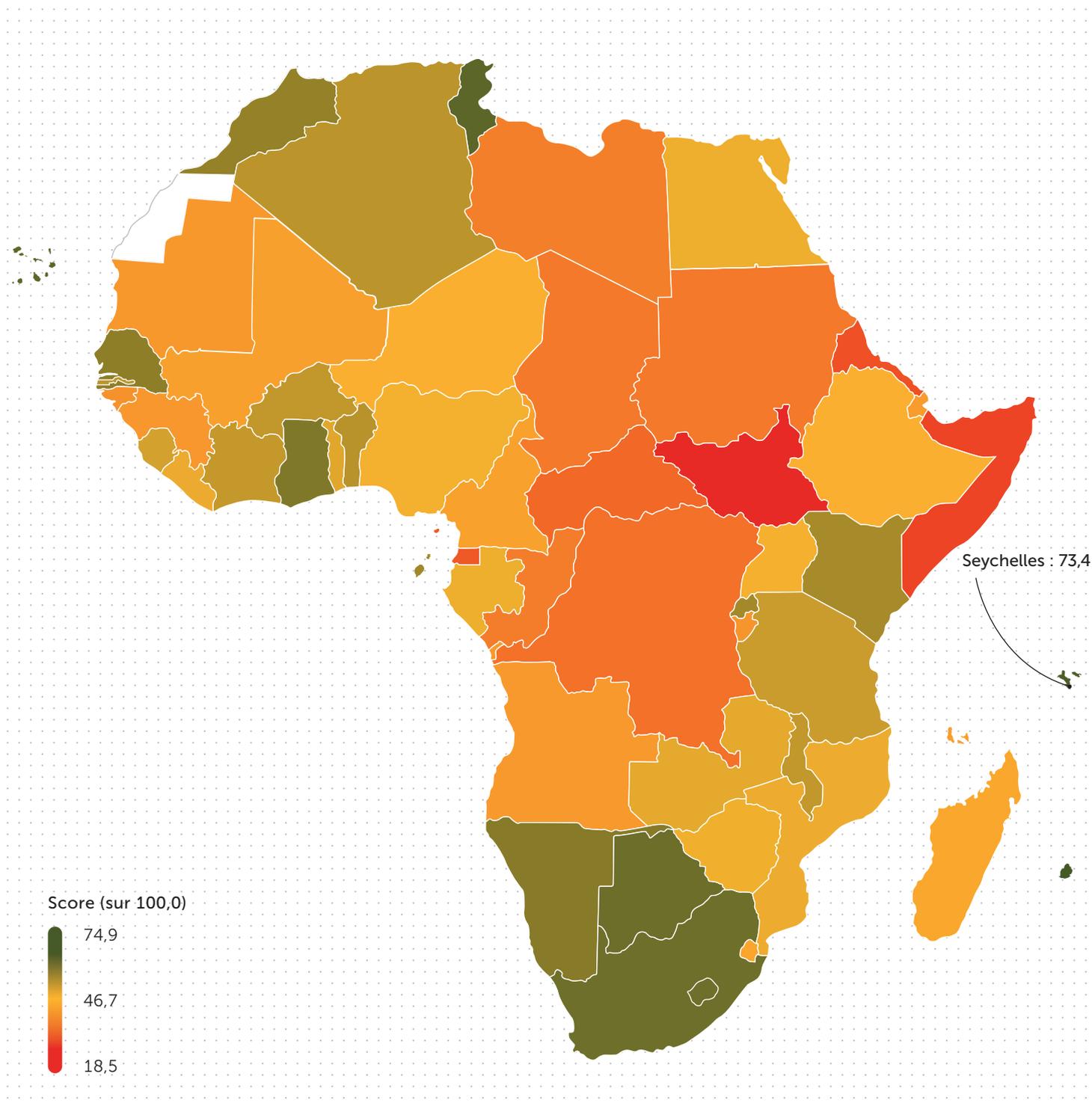
# Gouvernance globale : scores, classements et tendances

Avec un score de 73,4 (sur 100,0), les Seychelles se classent à la 2<sup>e</sup> place (sur 54) en matière de *Gouvernance globale* en 2021.

Score (2021) 73,4

Classement (2021) 2<sup>e</sup>

## États africains : scores de *Gouvernance globale* (2021)



# Gouvernance globale : scores, classements et tendances

Le score des Seychelles en matière de *Gouvernance globale* s'est amélioré au cours des dix dernières années (2012-2021), et ce, à un rythme accéléré au cours des cinq dernières années (2017-2021).

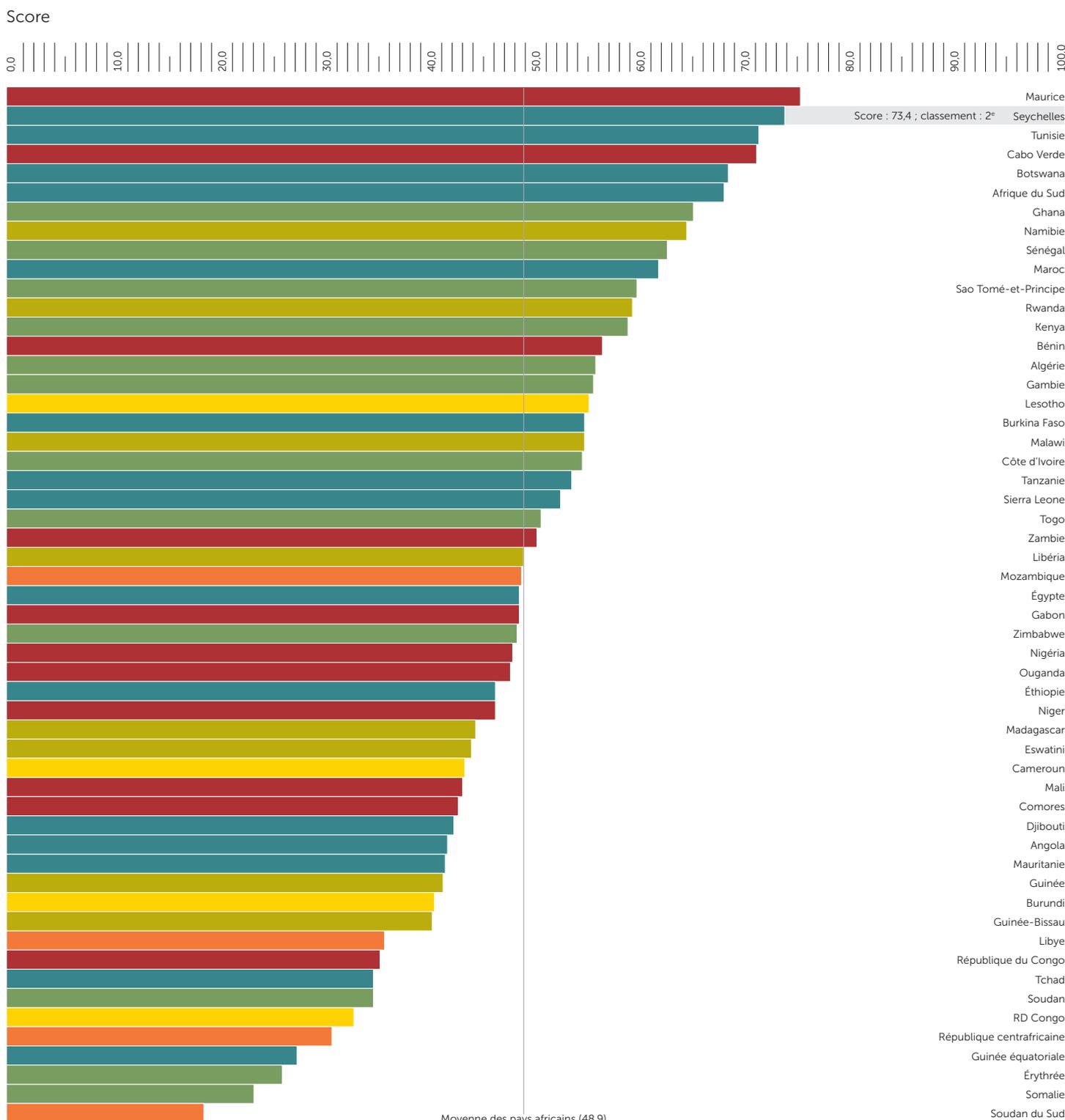
Tendances	Tendance sur 10 ans (2012-2021)	Tendance sur 5 ans (2017-2021)
Variation du score	+ 9,3	+ 6,9
Évolution du classement	+ 4,0	+ 3,0

Classification des tendances : Progression accélérée

## Classification des tendances

- Progression accélérée
- Progression ralentie
- Signal d'alerte
- Redressement
- Détérioration ralentie
- Détérioration accélérée

## États africains : scores (2021) et classification par tendance (2012-2021) en matière de *Gouvernance globale*



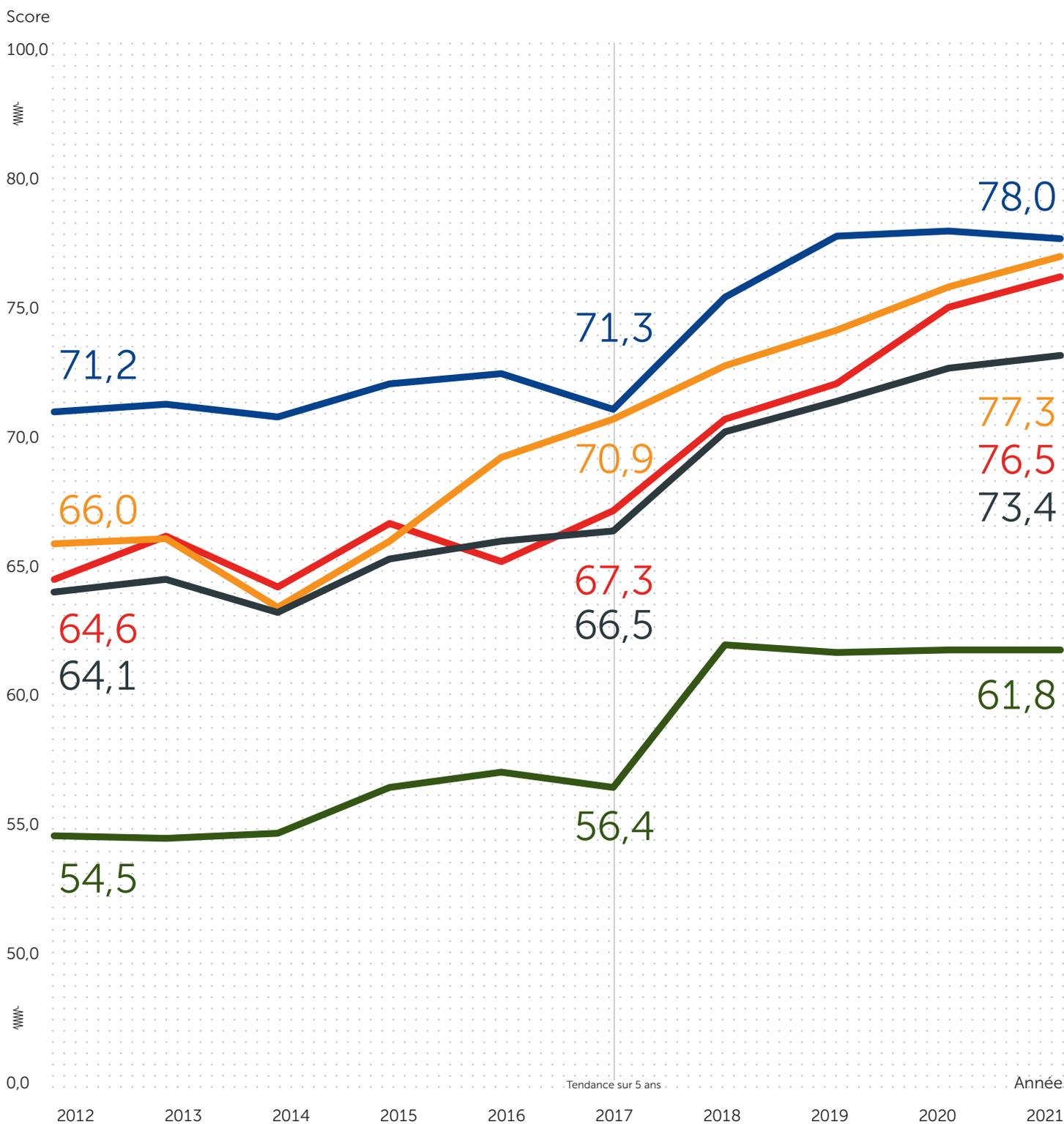
# Catégories : scores et tendances

Depuis 2012, le score des Seychelles s'est amélioré dans les quatre catégories. Il s'est amélioré le plus dans la catégorie *Sécurité et État de droit* grâce aux progrès réalisés dans toutes les sous-catégories.

## Catégories IIAG

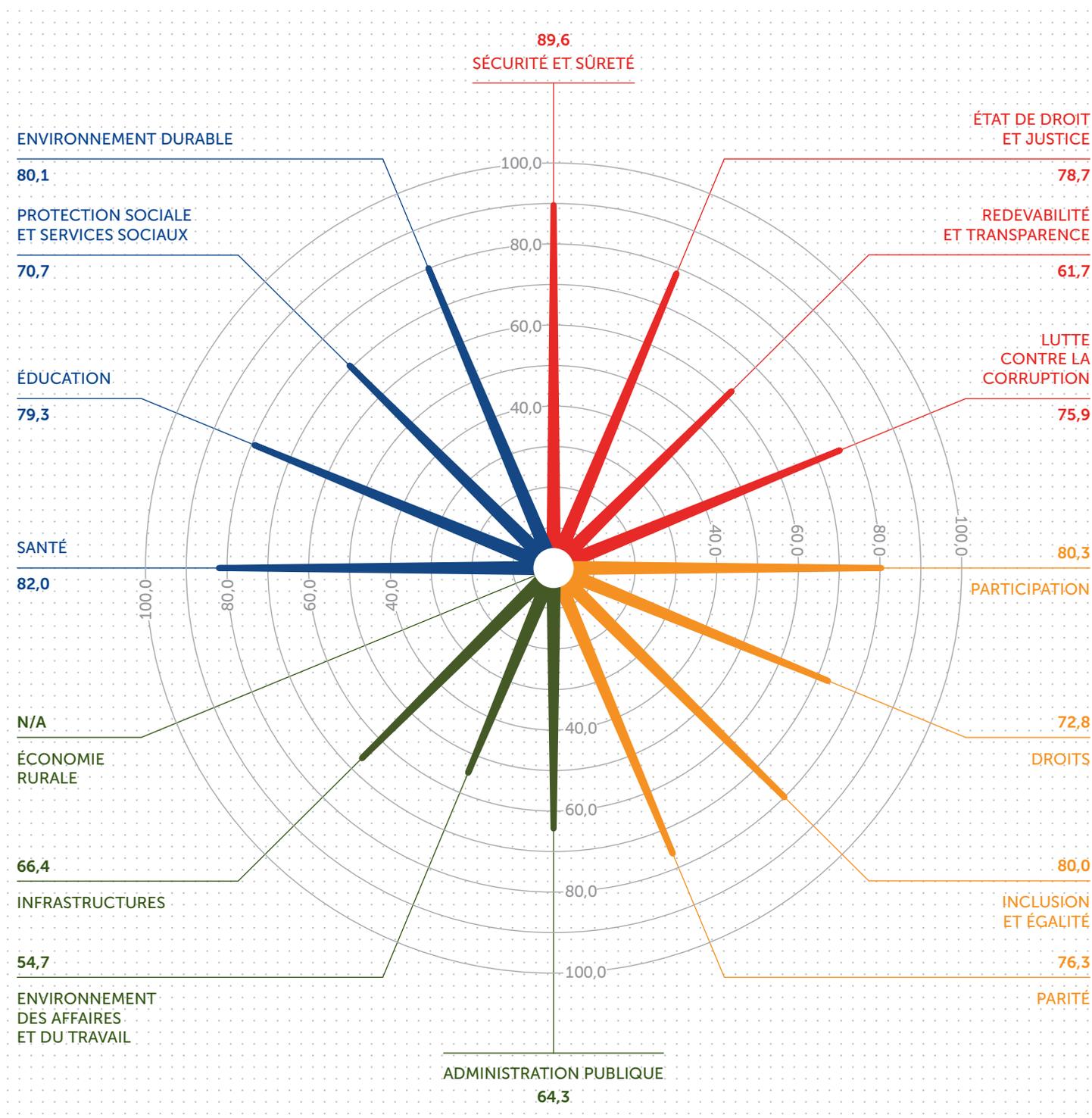
- Gouvernance globale
- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Seychelles : *Gouvernance globale*  
et scores par catégorie (2012-2021)



# Sous-catégories : scores et tendances

Seychelles : scores par sous-catégorie (2021)



# Sous-catégories : scores et tendances

Depuis 2012, le score des Seychelles s'est amélioré dans 15 des 16 sous-catégories. Les catégories dans lesquelles le plus grand nombre de sous-catégories se sont améliorées sont *Sécurité et État de droit*, *Participation*, *Droits et Inclusion* et *Développement humain*. En 2021, les Seychelles obtiennent un score inférieur à la moyenne du continent dans 15 sous-catégories et figurent parmi les dix pays les mieux classés concernant 14 des 16 sous-catégories\*.

\* Les Seychelles ne disposent d'aucun score concernant la sous-catégorie *Économie rurale*.

Meilleurs scores	Score (2021)
Sécurité et sûreté	89,6
Santé	82,0
Participation	80,3

Scores les plus faibles	Score (2021)
Environnement des affaires et du travail	54,7
Redevabilité et transparence	61,7
Administration publique	64,3

## Facteurs d'évolution de la *Gouvernance globale* : tendances des sous-catégorie (2012-2021)

Principaux moteurs de l'évolution observée (2012-2021)

Sous-catégorie	Tendance	Score
Participation	+ 22,4	80,3
Lutte contre la corruption	+ 18,8	75,9
Redevabilité et transparence	+ 15,8	61,7
Protection sociale et services sociaux	+ 14,6	70,7
État de droit et justice	+ 12,2	78,7
Droits	+ 12,0	72,8
Environnement des affaires et du travail	+ 11,7	54,7
Parité	+ 8,9	76,3
Administration publique	+ 7,0	64,3
Éducation	+ 5,2	79,3
Environnement durable	+ 5,2	80,1
Infrastructures	+ 3,2	66,4
Santé	+ 2,2	82,0
Inclusion et égalité	+ 2,2	80,0
Sécurité et sûreté	+ 0,6	89,6

### Catégories IIAG

- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

# Indicateurs : scores et tendances

Le score des Seychelles est supérieur à la moyenne du continent concernant 66 des 81 indicateurs. Les Seychelles ont obtenu le score maximal (100,0) pour cinq indicateurs. Depuis 2012, le score des Seychelles établi par l'IIAG s'est amélioré concernant 52 des 81 indicateurs et il a régressé concernant 13 autres. Six indicateurs n'enregistrent aucune évolution.\*

\* Les Seychelles ne disposent d'aucune donnée concernant dix indicateurs.

## Catégories IIAG

- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

## Scores les plus élevés et les plus faibles (2021)

Scores les plus élevés (2021)	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Absence de conflit armé	100,0	1	Sécurité et sûreté
Absence de violences à l'encontre de la population civile	100,0	1	Sécurité et sûreté
Accès à l'énergie	100,0	1	Infrastructures
Égalité devant la loi	100,0	1	État de droit et justice
Procédures judiciaires	100,0	1	État de droit et justice
Absence de migration forcée	99,8	12	Sécurité et sûreté
Qualité de l'air	99,8	1	Environnement durable
Égalité en matière d'accès aux services publics	99,6	1	Inclusion et égalité
Santé infantile et maternelle	98,9	1	Santé
Impartialité du système judiciaire	98,4	1	État de droit et justice

Scores les plus faibles (2021)	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Réseau de transport et postal	19,7	28	Infrastructures
Accès à des services bancaires	33,2	22	Environnement des affaires et du travail
Procédures de passation des marchés publics	37,5	18	Lutte contre la corruption
Application de la loi	37,6	26	État de droit et justice
Accès aux archives publiques	38,2	14	Redevabilité et transparence
Protection contre la discrimination	44,4	5	Droits
Correction des inégalités socioéconomiques	48,0	28	Protection sociale et services sociaux
Scolarisation	49,9	9	Éducation
État civil	50,0	33	Administration publique
Transparence des archives publiques	50,0	5	Redevabilité et transparence

## Plus fortes améliorations/régressions (2012-2021)

Plus fortes améliorations (2012-2021)	Tendance sur 10 ans	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Dispositifs anti-corruption	+ 62,5	87,5	1	Lutte contre la corruption
Logement décent	+ 48,1	55,6	12	Protection sociale et services sociaux
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	+ 36,7	88,2	1	Environnement durable
Élections démocratiques	+ 30,9	84	3	Participation
Impartialité du système judiciaire	+ 30,8	98,4	1	État de droit et justice
Protection contre la discrimination	+ 27,7	44,4	5	Droits
Absence de pression induite sur le gouvernement	+ 26,8	86,9	3	Redevabilité et transparence
Accès numérique	+ 26,3	68,0	6	Infrastructures
Accès aux archives publiques	+ 25,7	38,2	14	Redevabilité et transparence
Libertés d'association et de réunion	+ 25,0	87,5	3	Participation

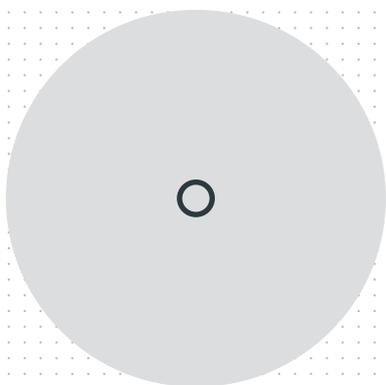
Plus fortes régressions (2012-2021)	Tendance sur 10 ans	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Respect de la politique environnementale	- 14,2	77,1	3	Environnement durable
Réseau de transport et postal	- 13,2	19,7	28	Infrastructures
Filets de protection sociale	- 8,3	91,7	1	Protection sociale et services sociaux
Réseaux de transport	- 7,7	79,1	3	Infrastructures
Égalité en matière de pouvoir politique	- 4,1	59,8	8	Inclusion et égalité
Égalité en matière de libertés individuelles	- 3,4	84,1	3	Inclusion et égalité
Utilisation durable des terres et des forêts	- 1,2	55,6	36	Environnement durable
Contrôle des maladies contagieuses	- 1,1	98,2	1	Santé
Absence de criminalité	- 0,6	70,6	15	Sécurité et sûreté
Contrôle des maladies non contagieuses	- 0,6	54,0	46	Santé

# Voix des citoyens : scores et tendances

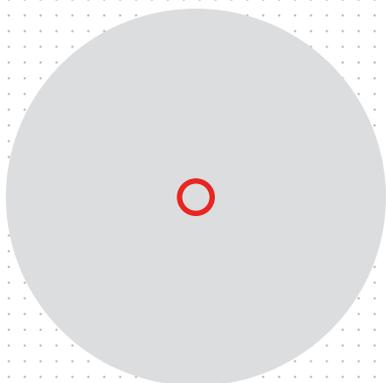
La section Voix des citoyens complète les résultats de l'IAG en évaluant la perception des services publics par les citoyens et leur satisfaction en la matière. Cet indice reprend les catégories de l'IAG et fournit des données sur la perception qu'ont les citoyens de la gouvernance en s'appuyant sur les variables de substitution les plus proches des indicateurs de l'IAG.

Les données brutes servant à calculer la Voix des citoyens proviennent toutes d'Afrobaromètre. Aucune donnée relative à la Voix des citoyens n'est disponible pour les Seychelles.

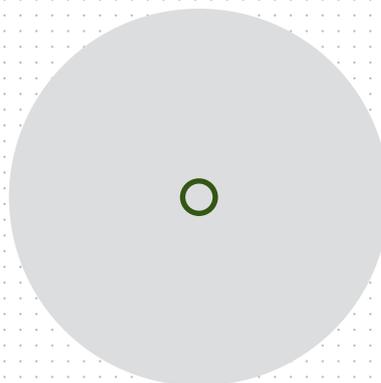
Perception des citoyens en matière de  
Gouvernance globale (2012-2021)



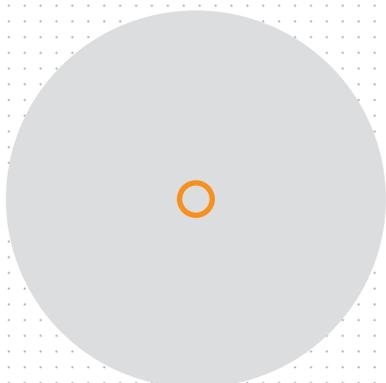
Perception des citoyens en matière de  
Sécurité et d'État de droit (2012-2021)



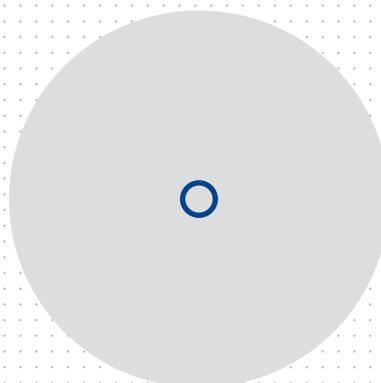
Perception par les citoyens du Fondement des  
opportunités économiques (2012-2021)



Perception des citoyens en matière de Participation,  
Droits et Inclusion (2012-2021)



Perception par les citoyens du  
Développement humain (2012-2021)



# Données générales

---

Région

**Afrique de l'Est**

---

Géographie

**Île**

---

Adhésion(s) CER

**Marché commun de l'Afrique  
orientale et australe (COMESA)**

**Communauté de  
développement de l'Afrique  
australe (SADC)**

---

Chef(s) d'État: 2012-2021

**Président James Michel  
(2004-2016)**

**Président Danny Faure  
(2016-2020)**

**Président Wavel Ramkalawan  
(2020- )**

# Données complémentaires

---

Indicateur	Valeur	Unité
<b>Données démographiques</b>		
Population	0,1	million
Population urbaine	58	% de la population totale
<b>Données économiques</b>		
PIB	1,3	USD courants (milliards)
Croissance du PIB	+ 1,8	% annuel
PIB par habitant	13 306,7	USD courants
PIB par habitant (en PPA)	29 837,5	dollars internationaux courants
RNB	1,2	USD courants (milliards)
Croissance du RNB	.	% annuel
RNB par habitant (en PPA)	28 050	dollars internationaux courants
Total des échanges	197	% du PIB
Taux de chômage (15 ans et plus)	.	% de la population en âge de travailler
Taux de chômage chez les jeunes (15-24 ans)	.	% de la population en âge de travailler
<b>Données financières</b>		
Dette de l'administration centrale	96,5*	% du PIB
APD	16,2*	USD courants (millions)
APD	1,1*	% du RNB
IED	14,6*	% du PIB

\* Quand les données de 2021 ne sont pas disponibles, elles sont remplacées par les données disponibles les plus récentes.

# Fiches des scores IIAG 2022

## GOVERNANCE GLOBALE

2021 SCORE/100	2021 CLASSEMENT/54	TENDANCE 2012-2021
73,4	2 <sup>e</sup>	+9,3

### SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

SCORE CLASSEMENT TENDANCE  
/100 2021 /54 2021 2012-2021

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
<b>SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT</b>	<b>76,5</b>	<b>1</b>	<b>+11,9</b>
<b>SÉCURITÉ ET SÛRETÉ</b>	<b>89,6</b>	<b>3</b>	<b>+0,6</b>
Absence de conflit armé	100,0	1	+0,0
Absence de violences à l'encontre de la population civile	100,0	1	+0,0
Absence de migration forcée	99,8	12	+0,3
Absence de traite des personnes et de travail forcé	77,4	4	+3,0
Absence de criminalité	70,6	15	-0,6
<b>ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE</b>	<b>78,7</b>	<b>1</b>	<b>+12,2</b>
Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif	68,7	3	+13,9
Impartialité du système judiciaire	98,4	1	+30,8
Procédures judiciaires	100,0	1	+19,2
Égalité devant la loi	100,0	1	+0,0
Application de la loi	37,6	26	+2,5
Droits de propriété	67,5	16	+6,5
<b>REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE</b>	<b>61,7</b>	<b>6</b>	<b>+15,8</b>
Contrepouvoirs institutionnels	77,4	7	+7,5
Absence de pression indue sur le gouvernement	86,9	3	+26,8
Contrepouvoirs civiques	56,2	21	+19,3
Transparence des archives publiques	50,0	5	+0,0
Accès aux archives publiques	38,2	14	+25,7
<b>LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	<b>75,9</b>	<b>2</b>	<b>+18,8</b>
Dispositifs anti-corruption	87,5	1	+62,5
Absence de corruption au sein des institutions d'État	80,5	2	+7,2
Absence de corruption au sein du secteur public	82,2	2	+5,9
Procédures de passation des marchés publics	37,5	18	+12,5
Absence de corruption au sein du secteur privé	91,9	1	+6,2

### PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

SCORE CLASSEMENT TENDANCE  
/100 2021 /54 2021 2012-2021

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
<b>PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION</b>	<b>77,3</b>	<b>1</b>	<b>+11,3</b>
<b>PARTICIPATION</b>	<b>80,3</b>	<b>3</b>	<b>+22,4</b>
Libertés d'association et de réunion	87,5	3	+25,0
Pluralisme politique	62,4	10	+22,4
Espace accordé à la société civile	87,4	8	+11,3
Élections démocratiques	84,0	3	+30,9
<b>DROITS</b>	<b>72,8</b>	<b>3</b>	<b>+12,0</b>
Libertés individuelles	63,4	12	-0,4
Liberté d'expression et de croyance	92,5	4	+15,7
Liberté des médias	80,1	3	+16,0
Droits numériques	83,4	8	+1,0
Protection contre la discrimination	44,4	5	+27,7
<b>INCLUSION ET ÉGALITÉ</b>	<b>80,0</b>	<b>1</b>	<b>+2,2</b>
Égalité en matière de pouvoir politique	59,8	8	-4,1
Égalité en matière de représentation politique	61,9	7	-0,1
Égalité en matière de libertés individuelles	84,1	3	-3,4
Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques	94,7	1	+8,5
Égalité en matière d'accès aux services publics	99,6	1	+10,2
<b>PARITÉ</b>	<b>76,3</b>	<b>5</b>	<b>+8,9</b>
Pouvoir et représentation politiques des femmes	62,0	9	+15,1
Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes	92,3	3	+3,7
Opportunités socioéconomiques pour les femmes	79,1	2	+3,0
Égalité d'accès des femmes aux services publics	88,1	5	+2,8
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	60,0	29	+20,0

## TENDANCES

Progression accélérée	Redressement	Profil plat
Progression ralentie	Détérioration ralentie	NA
Signal d'alerte	Détérioration accélérée	

### FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

SCORE CLASSEMENT TENDANCE  
/100 2021 /54 2021 2012-2021

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
<b>FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES</b>	<b>61,8</b>	<b>10</b>	<b>+7,3</b>
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>64,3</b>	<b>10</b>	<b>+7,0</b>
État civil	50,0	33	+0,0
Capacité du système statistique	70,2	6	+10,3
Mobilisation des ressources fiscales	59,2	8	+0,0
Gestion budgétaire et financière	.	.	-
Efficacité de l'administration	78,0	3	+18,0
<b>ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL</b>	<b>54,7</b>	<b>16</b>	<b>+11,7</b>
Intégration régionale	56,6	11	+2,2
Diversification économique	63,0	26	+15,5
Régulation des affaires et de la concurrence	.	.	-
Accès à des services bancaires	33,2	22	+6,2
Relations du travail	65,8	12	+22,7
Fiabilité des opportunités d'emploi	.	.	-
<b>INFRASTRUCTURES</b>	<b>66,4</b>	<b>7</b>	<b>+3,2</b>
Réseaux de transport	79,1	3	-7,7
Accès à l'énergie	100,0	1	+0,8
Communications mobiles	65,4	24	+10,0
Accès numérique	68,0	6	+26,3
Réseau de transport et postal	19,7	28	-13,2
<b>ÉCONOMIE RURALE</b>	<b>.</b>	<b>.</b>	<b>-</b>
Accès au foncier et à l'eau en milieu rural	.	.	-
Accès au marché en milieu rural	.	.	-
Soutien de l'économie rurale	.	.	-
Représentation et participation en milieu rural	.	.	-

### DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SCORE CLASSEMENT TENDANCE  
/100 2021 /54 2021 2012-2021

DÉVELOPPEMENT HUMAIN	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>78,0</b>	<b>1</b>	<b>+6,8</b>
<b>SANTÉ</b>	<b>82,0</b>	<b>1</b>	<b>+2,2</b>
Accès aux soins de santé	82,6	2	+2,9
Accès à l'eau et à l'assainissement	97,6	3	+1,0
Contrôle des maladies contagieuses	98,2	1	-1,1
Contrôle des maladies non contagieuses	54,0	46	-0,6
Santé infantile et maternelle	98,9	1	+0,6
Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux	60,5	17	+10,5
<b>ÉDUCATION</b>	<b>79,3</b>	<b>2</b>	<b>+5,2</b>
Égalité en matière d'éducation	83,8	1	+0,6
Scolarisation	49,9	9	+2,2
Achèvement des études	.	.	-
Ressources humaines dans l'enseignement	87,6	17	+13,1
Qualité du système éducatif	95,9	1	+4,9
<b>PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX</b>	<b>70,7</b>	<b>4</b>	<b>+14,6</b>
Filets de protection sociale	91,7	1	-8,3
Politiques de lutte contre la pauvreté	.	.	-
Correction des inégalités socioéconomiques	48,0	28	+6,7
Logement décent	55,6	12	+48,1
Sécurité alimentaire	87,5	5	+12,0
<b>ENVIRONNEMENT DURABLE</b>	<b>80,1</b>	<b>1</b>	<b>+5,2</b>
Protection de l'environnement	.	.	-
Respect de la politique environnementale	77,1	3	-14,2
Qualité de l'air	99,8	1	-0,1
Utilisation durable des terres et des forêts	55,6	36	-1,2
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	88,2	1	+36,7

# Sources

## SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

### SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

#### SÉCURITÉ ET SÛRETÉ

Absence de conflit armé (ACLED/UCDP)

Absence de violences à l'encontre de la population civile (ACLED/PTS)

Absence de migration forcée (IDMC/UNHCR)

Absence de traite des personnes et de travail forcé (ENACT/V-DEM)

Absence de criminalité (ENACT/WHO)

#### ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE

Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif (V-DEM/WJP)

Impartialité du système judiciaire (AFIDEP&GI/V-DEM)

Procédures judiciaires (V-DEM/WJP)

Égalité devant la loi (FH/WJP)

Application de la loi (AFIDEP&GI/WEF/WJP)

Droits de propriété (BS/V-DEM/WJP)

#### REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE

Contrepouvoirs institutionnels (BS/V-DEM/WJP)

Absence de pression indue sur le gouvernement (BS/FH/V-DEM)

Contrepouvoirs civiques (BS/V-DEM/WJP)

Transparence des archives publiques (AFIDEP&GI/IBP/WJP)

Accès aux archives publiques (AFIDEP&GI/WJP)

#### LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Dispositifs anti-corruption (AFIDEP&GI/BS)

Absence de corruption au sein des institutions d'État (V-DEM/WJP)

Absence de corruption au sein du secteur public (V-DEM/WEF/WJP)

Procédures de passation des marchés publics (AFIDEP&GI/WJP)

Absence de corruption au sein du secteur privé (WB/WEF)

## PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

### PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

#### PARTICIPATION

Libertés d'association et de réunion (AFIDEP&GI/FH)

Pluralisme politique (AFIDEP&GI/V-DEM)

Espace accordé à la société civile (AFIDEP&GI/V-DEM)

Élections démocratiques (AFIDEP&GI/CDD-Ghana/V-DEM)

#### DROITS

Libertés individuelles (FH/V-DEM/WJP)

Liberté d'expression et de croyance (FH/V-DEM/WJP)

Liberté des médias (AFIDEP&GI/V-DEM/RSF)

Droits numériques (AFIDEP&GI/DSP&V-DEM/V-DEM)

Protection contre la discrimination (AFIDEP&GI)

#### INCLUSION ET ÉGALITÉ

Égalité en matière de pouvoir politique (V-DEM)

Égalité en matière de représentation politique (FH/IPU/V-DEM)

Égalité en matière de libertés individuelles (V-DEM)

Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques (AFIDEP&GI/V-DEM)

Égalité en matière d'accès aux services publics (V-DEM)

#### PARITÉ

Pouvoir et représentation politiques des femmes (AFIDEP&GI/IPU/V-DEM)

Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes (V-DEM/WB)

Opportunités socioéconomiques pour les femmes (AFIDEP&GI/V-DEM)

Égalité d'accès des femmes aux services publics (V-DEM)

Législation contre les violences à l'encontre des femmes (WB)

## FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

### FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

#### ADMINISTRATION PUBLIQUE

État civil (AFIDEP&GI)

Capacité du système statistique (AFIDEP&GI/ODW/V-DEM/WB)

Mobilisation des ressources fiscales (AfDB/UNU-WIDER/WB)

Gestion budgétaire et financière (AfDB/WB)

Efficacité de l'administration (AfDB/AFIDEP&GI/V-DEM/WB)

#### ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL

Intégration régionale (AfDB/AfDB&AUC/UNCTAD)

Diversification économique (OEC/UNCTAD)

Régulation des affaires et de la concurrence (AfDB/BS/WB)

Accès à des services bancaires (GSMA/IMF)

Relations du travail (AFIDEP&GI/WEF)

Fiabilité des opportunités d'emploi (ILO/WB)

#### INFRASTRUCTURES

Réseaux de transport (AfDB/WEF)

Accès à l'énergie (WB/WHO)

Communications mobiles (ITU)

Accès numérique (ITU/WB)

Réseau de transport et postal (UNCTAD/UPU)

#### ÉCONOMIE RURALE

Accès au foncier et à l'eau en milieu rural (IFAD)

Accès au marché en milieu rural (IFAD)

Soutien de l'économie rurale (IFAD)

Représentation et participation en milieu rural (IFAD)

## DÉVELOPPEMENT HUMAIN

### DÉVELOPPEMENT HUMAIN

#### SANTÉ

Accès aux soins de santé (V-DEM/WHO)

Accès à l'eau et à l'assainissement (WHO&UNICEF)

Contrôle des maladies contagieuses (UNAIDS/WHO)

Contrôle des maladies non contagieuses (IHME)

Santé infantile et maternelle (IGME/MMEIG/UNDESA/UNICEF&WHO&WB)

Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI) (WHO)

#### ÉDUCATION

Égalité en matière d'éducation (V-DEM/UNESCO)

Scolarisation (UNESCO)

Achèvement des études (UNESCO)

Ressources humaines dans l'enseignement (UNESCO)

Qualité du système éducatif (BS/WB/WEF)

#### PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX

Filets de protection sociale (AFIDEP&GI/BS)

Politiques de lutte contre la pauvreté (AfDB/BS/WB)

Correction des inégalités socioéconomiques (AfDB/FFP/WB/WID.World)

Logement décent (CAHF/UN-Habitat&UNDESA)

Sécurité alimentaire (FAO)

#### ENVIRONNEMENT DURABLE

Protection de l'environnement (AfDB/BS/WB)

Respect de la politique environnementale (WEF/WJP)

Qualité de l'air (HEI&IHME)

Utilisation durable des terres et des forêts (FAO/WB/WRI)

Protection de la biodiversité terrestre et aquatique (ENACT/WB/Yale & Columbia)

# Acronymes

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project	UNAIDS	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
AfDB	African Development Bank	UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
AFIDEP	African Institute for Development Policy	UNDESA	United Nations Department of Economic and Social Affairs
AUC	African Union Commission	UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
BS	Bertelsmann Stiftung	UN-Habitat	United Nations Human Settlements Programme
CAHF	Centre for Affordable Housing Finance in Africa	UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
CDD-Ghana	Ghana Center for Democratic Development	UNICEF	United Nations Children's Fund
Columbia	Center for International Earth Science Information Network Earth Institute, Columbia University	UNU-WIDER	United Nations University - World Institute for Development Economics Research
DSP	Digital Society Project	UPU	Universal Postal Union
ENACT	ENACT Africa	V-DEM	Varieties of Democracy Institute
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations	WB	World Bank
FFP	Fund for Peace	WEF	World Economic Forum
FH	Freedom House	WHO	World Health Organization
GI	Global Integrity	WID.World	World Inequality Database
GSMA	Global System for Mobile Communications	WJP	World Justice Project
HEI	Health Effects Institute	WRI	World Resources Institute
IBP	International Budget Partnership	Yale	Yale Center for Environmental Law & Policy
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre		
IFAD	International Fund for Agricultural Development		
IHME	Institute for Health Metrics and Evaluation		
ILO	International Labour Organization		
IMF	International Monetary Fund		
IPU	Inter-Parliamentary Union		
ITU	International Telecommunication Union		
ODW	Open Data Watch		
OEC	Observatory for Economic Complexity		
PTS	Political Terror Scale		
RSF	Reporters sans frontières (Reporters Without Borders)		
UCDP	Uppsala Conflict Data Program		
UN IGME	United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation		
UN MMEIG	United Nations Maternal Mortality Estimation Inter-agency Group		





**mo.ibrahim.foundation**

FB→ /MolbrahimFoundation

TW→ @Mo\_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation